



## **Dès le 7 mars, « la France à l'arrêt », jusqu'au retrait de la réforme !**

Notre système de retraites par répartition auquel nous sommes très attachés n'est pas menacé et le Gouvernement dramatise la situation. Dans sa communication, ce projet serait une réforme de justice sociale favorable aux femmes, aux petits revenus et permettant une avancée notable avec un minimum vieillesse porté à 1 200 euros dont seule, une infime partie des retraité.e.s sera concernée...

Depuis 150 ans, le travail a été divisé par deux mais la productivité horaire a été multipliée par 30 et la richesse produite a été multipliée par 16. Nous avons mérité des avancées sociales, pas des reculs !

En réalité, l'objectif est de faire une réforme budgétaire en ne sollicitant que les efforts des travailleurs, sans jamais remettre en cause les aides aux entreprises sans aucune contrepartie, la baisse permanente des impôts sur les entreprises, le renoncement à la lutte contre l'optimisation fiscale ou encore la course à l'extravagance financière qui déséquilibre chaque jour un peu plus la répartition des richesses et l'environnement.

Ainsi, les femmes comptent parmi les grandes perdantes de cette réforme avec l'annulation de l'effet bonificateur des maternités, les travailleurs et travailleuses ayant commencé à travailler tôt vont travailler encore davantage. Le reste des mesures d'accompagnement de la disposition phare du recul de l'âge et de l'accélération de la réforme Touraine, ne sont que des tentatives d'amortissement des conséquences de cette disposition injuste.

Les dernières mobilisations ont vu des cortèges d'une importance inédite, des journées de grève dans les entreprises et services engendrant pour beaucoup des sacrifices financiers, la mise en ligne d'une pétition ayant reçu à ce jour un million de signatures, des réponses aux nombreux sondages témoignant chaque semaine davantage du rejet massif par la population de cette réforme.

Le Gouvernement reste sourd à cette volonté populaire et l'incompréhension a laissé place à l'indignation, ainsi qu'à la colère dans un contexte d'après-pandémie, de guerre en Europe, de baisse du pouvoir d'achat et de crainte généralisée pour l'avenir.

Le 7 mars, capitalisons cette dynamique, nous comptons sur votre mobilisation pour faire entendre raison au Gouvernement par une nouvelle journée d'actions massives et « une France à l'arrêt ».

**Rendez-vous le 7 mars à partir de 13h30 au Parc des Expositions de Charleville-Mézières**

**Signez la pétition : <https://vu.fr/iyZB>**

L'intersyndicale ardennaise.





## Dès le 7 mars, « la France à l'arrêt », jusqu'au retrait de la réforme !

Notre système de retraites par répartition auquel nous sommes très attachés n'est pas menacé et le Gouvernement dramatise la situation. Dans sa communication, ce projet serait une réforme de justice sociale favorable aux femmes, aux petits revenus et permettant une avancée notoire avec un minimum vieillesse porté à 1 200 euros dont seule, une infime partie des retraité.e.s sera concernée...

Depuis 150 ans, le travail a été divisé par deux mais la productivité horaire a été multipliée par 30 et la richesse produite a été multipliée par 16. Nous avons mérité des avancées sociales, pas des reculs !

En réalité, l'objectif est de faire une réforme budgétaire en ne sollicitant que les efforts des travailleurs, sans jamais remettre en cause les aides aux entreprises sans aucune contrepartie, la baisse permanente des impôts sur les entreprises, le renoncement à la lutte contre l'optimisation fiscale ou encore la course à l'extravagance financière qui déséquilibre chaque jour un peu plus la répartition des richesses et l'environnement.

Ainsi, les femmes comptent parmi les grandes perdantes de cette réforme avec l'annulation de l'effet bonificateur des maternités, les travailleurs et travailleuses ayant commencé à travailler tôt vont travailler encore davantage. Le reste des mesures d'accompagnement de la disposition phare du recul de l'âge et de l'accélération de la réforme Touraine, ne sont que des tentatives d'amortissement des conséquences de cette disposition injuste.

Les dernières mobilisations ont vu des cortèges d'une importance inédite, des journées de grève dans les entreprises et services engendrant pour beaucoup des sacrifices financiers, la mise en ligne d'une pétition ayant reçu à ce jour un million de signatures, des réponses aux nombreux sondages témoignant chaque semaine davantage du rejet massif par la population de cette réforme.

Le Gouvernement reste sourd à cette volonté populaire et l'incompréhension a laissé place à l'indignation, ainsi qu'à la colère dans un contexte d'après-pandémie, de guerre en Europe, de baisse du pouvoir d'achat et de crainte généralisée pour l'avenir.

Le 7 mars, capitalisons cette dynamique, nous comptons sur votre mobilisation pour faire entendre raison au Gouvernement par une nouvelle journée d'actions massives et « une France à l'arrêt ».

**Rendez-vous le 7 mars à partir de 13h30 au Parc des Expositions de Charleville-Mézières**

**Signez la pétition : <https://vu.fr/iyZB>**



# Dès le 7 mars, « la France à l'arrêt », jusqu'au retrait de la réforme !

Notre système de retraites par répartition auquel nous sommes très attachés n'est pas menacé et le Gouvernement dramatise la situation. Dans sa communication, ce projet serait une réforme de justice sociale favorable aux femmes, aux petits revenus et permettant une avancée notable avec un minimum vieillesse porté à 1 200 euros dont seule, une infime partie des retraité.e.s sera concernée...

Depuis 150 ans, le travail a été divisé par deux mais la productivité horaire a été multipliée par 30 et la richesse produite a été multipliée par 16. Nous avons mérité des avancées sociales, pas des reculs !

En réalité, l'objectif est de faire une réforme budgétaire en ne sollicitant que les efforts des travailleurs, sans jamais remettre en cause les aides aux entreprises sans aucune contrepartie, la baisse permanente des impôts sur les entreprises, le renoncement à la lutte contre l'optimisation fiscale ou encore la course à l'extravagance financière qui déséquilibre chaque jour un peu plus la répartition des richesses et l'environnement.

Ainsi, les femmes comptent parmi les grandes perdantes de cette réforme avec l'annulation de l'effet bonificateur des maternités, les travailleurs et travailleuses ayant commencé à travailler tôt vont travailler encore davantage. Le reste des mesures d'accompagnement de la disposition phare du recul de l'âge et de l'accélération de la réforme Touraine, ne sont que des tentatives d'amortissement des conséquences de cette disposition injuste.

Les dernières mobilisations ont vu des cortèges d'une importance inédite, des journées de grève dans les entreprises et services engendrant pour beaucoup des sacrifices financiers, la mise en ligne d'une pétition ayant reçu à ce jour un million de signatures, des réponses aux nombreux sondages témoignant chaque semaine davantage du rejet massif par la population de cette réforme.

Le Gouvernement reste sourd à cette volonté populaire et l'incompréhension a laissé place à l'indignation, ainsi qu'à la colère dans un contexte d'après-pandémie, de guerre en Europe, de baisse du pouvoir d'achat et de crainte généralisée pour l'avenir.

Le 7 mars, capitalisons cette dynamique, nous comptons sur votre mobilisation pour faire entendre raison au Gouvernement par une nouvelle journée d'actions massives et « une France à l'arrêt ».

## Rendez-vous le 7 mars à partir de 13h30 au Parc des Expositions de Charleville-Mézières

Signez la pétition : <https://vu.fr/iyZB>

